

LES ENJEUX DE LA SÉCURITÉ GLOBALE

Les chiffres démentent l'idéologie dominante...

La crise aussi pour les voyous

Par XAVIER RAUFER *criminologue*



PATRICK INFRAÏTE

Depuis des décennies, une certaine sociologie soixante-huitarde, dominante dans les médias, assène sans relâche que les causes profondes de la criminalité sont le chômage et la pauvreté. Et que la délinquance juvénile n'est qu'une révolte sociale, une réponse rationnelle à l'injustice et à la misère. Cela, on ne l'entend pas qu'en France, puisqu'aux États-Unis la presse progressiste chante la même chanson. « *La crise économique a clairement créé les conditions pour qu'il y ait plus de crimes et plus de gangs* », écrivait ainsi fin 2008 le *New York Times*.

Or cette théorie est fautive de part en part. Elle l'était dès l'origine puisqu'aux États-Unis, où émergea dans les années 1960 cette "culture de l'excuse", l'économie était alors en forte croissance, l'emploi, au beau fixe – et le nombre d'homicides y a bondi de 43 %.

Et cette théorie s'effondre aujourd'hui sous les coups du réel – mais la presse d'information nationale, sans doute gênée dans ses convictions et ses copinages, garde sur cette formidable révélation scientifique un silence de cathédrale.

Les faits maintenant. En 2008, éclate aux États-Unis la pire crise économique et sociale depuis 1929. En un an les chômeurs y sont 7 millions de plus. Or en Amérique la criminalité constatée s'écroule et retombe à ses taux les plus bas depuis les années 1964-1965.

À New York, où elle a baissé de 77 % en seize ans, le nombre d'homicides (–19 % cette année) est au plus bas depuis que les statistiques existent (1962) !

Et plus la misère est grave, plus la criminalité connue baisse : dans le comté de Los Angeles, où le chômage a bondi de 12,3 % en un an, bien plus que la moyenne nationale, les homicides s'effondrent de 25 % et les vols de voiture de 20 %.

Au premier semestre de 2009, et à l'échelle nationale

américaine, le FBI signale une baisse de 4,4 % pour les crimes visant les personnes et de 6,1 % pour ceux visant les biens. Pis encore pour les sociologues gauchistes, la criminalité baisse plus dans les zones urbaines (– 7 %, justement là où sont les chômeurs) que dans les campagnes (– 3,8 %).



Une singularité américaine ? Non : en Europe, prenons la Grande-Bretagne et la France.

En Grande-Bretagne, en 2009, la criminalité progresse à la campagne, où chômage et misère sociale sont moindres, et stagne dans les centres urbains. Tandis qu'une infraction typique de la misère, le chapardage, le vol à l'étalage, diminue de 8 %.

En France ? De novembre 2008 à novembre 2009, dernières données disponibles, les atteintes aux biens (dont trois quarts de vols sans violence) stagnent, de même que les infractions économiques et financières. Ce qui explose ? Les "braquages", commis d'ordinaire par des gangsters chevronnés – non par des damnés de la terre.

En France, les atteintes aux biens stagnent depuis un an, comme les infractions économiques et financières.

A ne lire que les "grands quotidiens d'information", vous ne saurez rien de tout cela. Une presse qui, toujours plus, fait dans le moralisme et récite un identique credo bien-séant. Rien sur l'effondrement du crime en pleine crise sociale, phénomène social immense, mais ces temps-ci, deux quotidiens importants consacrant chacun une pleine page au

fait qu'un dirigeant sportif a dit un gros mot.

Les médias sont-ils faits pour conformer ou pour informer ? Voici ce que les patrons des grands quotidiens d'information devraient sérieusement se demander, au lieu de gémir sur la crise de la presse. Car s'ils se bornent à diffuser le même catéchisme que la gauche caviar et à censurer les réalités pour eux gênantes, l'hésitation ne sera plus permise : mieux vaudra prendre le gratuit à l'entrée du métro – au moins, on ne financera pas sa propre "mise en conformité".

www.xavier-raufer.com